



LE THINK TANK CITOYEN
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Comment favoriser la création d'emplois pour les jeunes en Afrique de l'Ouest ?

Mataki | Numéro 2 | Octobre 2016

Plan

1. La note introductive du débat
2. Les contributions citoyennes
3. Le débat sur les réseaux sociaux
4. Les leçons des wathinotes
5. La synthèse de WATHI

Mataki signifie « mesures », dans le sens de « prendre des mesures, des dispositions » en langue haoussa, l'une des langues locales africaines les plus parlées dans l'Afrique de l'Ouest ouverte de WATHI. Mataki constitue le prolongement de la rubrique *Le Débat* du site internet.

Les pistes d'action proposées par Mataki sont élaborées par l'équipe permanente de WATHI sur la base des analyses et des propositions compilées dans le cadre du débat. Elles n'en constituent ni le résumé ni l'expression fidèle et complète. Elles n'engagent pas les membres de l'association WATHI et représentent des pistes d'action soumises aux décideurs et à tous les citoyens.

Les débats de WATHI restent toujours ouverts et les Mataki n'ont pas l'ambition d'épuiser les thèmes abordés. Les réflexions tout comme les recommandations relayées dans ce document visent plutôt à relancer le débat en le focalisant sur les pistes d'action et les modalités concrètes de leur mise en œuvre. Les commentaires, réactions, recommandations pour affiner les propositions et les moyens de les mettre en œuvre sont attendus à l'adresse

ledebat@wathi.org

Le deuxième débat de l'année 2016 a porté sur la question de l'emploi des jeunes en Afrique de l'Ouest. Ce numéro de Mataki est une synthèse très sélective des contributions au débat sous forme d'articles et de commentaires publiés sur le site de WATHI et sur les réseaux sociaux. Il présente aussi des extraits choisis de rapports et études d'experts, de chercheurs et de diverses organisations sur le thème de l'emploi des jeunes. Ce document propose cinq pistes pour orienter l'action collective des citoyens et des décideurs afin de réduire le chômage des jeunes dans la région.

LES PISTES D'ACTION

1 Faire de la création d'un maximum d'emplois pour les jeunes un objectif stratégique prioritaire de l'action des pouvoirs publics, ce qui implique d'intégrer cet objectif dans la formulation de toutes les politiques publiques notamment par l'intégration de critères de création d'emplois et de stages dans l'évaluation des dossiers de soumission aux marchés publics; des politiques fiscales incitant à la création d'emplois salariés et au recrutement de stagiaires ; par des politiques réalistes de développement industriel ciblé et par le développement de programmes nationaux de stages transparents dans le secteur public et parapublic.

2 Stimuler la création massive d'emplois pour les jeunes dans l'agriculture, l'élevage, les industries et les services connexes par une politique volontariste combinant la création de marchés de location de terres ; la création de services publics de vulgarisation agricole ; la création de guichets dédiés à l'emploi en milieu rural au sein des institutions en charge de la promotion de l'emploi ; l'intégration dans les programmes scolaires d'activités de sensibilisation à l'agriculture et à l'élevage; le soutien aux projets innovants d'entrepreneuriat en milieu rural, y compris dans les activités de loisirs essentielles pour les jeunes.

3 Remédier au problème de la faible employabilité des jeunes, diplômés ou non de l'enseignement secondaire ou supérieur en intégrant de manière urgente et cohérente dans les programmes scolaires, du pré-primaire au supérieur, des ateliers de développement de compétences fondamentales pour le travail et la vie en société et en mettant en place dans les universités publiques, en partenariat avec le secteur privé, des centres de services aux étudiants offrant des formations aux techniques de recherche d'emploi et l'accès aux informations sur le marché du travail et les institutions de soutien à l'entrepreneuriat.

4 Réexaminer les codes de travail et l'ensemble de la législation du travail dans les pays de la région, en vue d'entreprendre des réformes qui donneraient autant d'importance à l'objectif de facilitation de la création d'emplois qu'à celui de la protection des droits des travailleurs, notamment par l'introduction de nouveaux types de contrats de travail adaptés au tissu économique local; par l'introduction de contrats de travail à temps partiel conçus pour les étudiants et pour les élèves, et par la simplification des procédures auprès des administrations chargées de veiller au respect de la législation du travail.

5 Investir des ressources publiques au niveau national et régional, avec le soutien des organisations régionales d'intégration économique, dans l'amélioration de la collecte de statistiques fiables sur les marchés de l'emploi nationaux et régionaux; et par le lancement d'un programme de recherche multidisciplinaire sur l'emploi des jeunes dans l'ensemble de la région ouest-africaine, associant des universités, des institutions de recherche, avec l'implication d'acteurs du secteur privé.

1. LA NOTE INTRODUCTIVE DU DÉBAT

1.1 POURQUOI CE THÈME ?

- **Parce que** le taux de chômage chez les jeunes dans les pays d'Afrique de l'Ouest est déjà trop élevé.
- **Parce que** l'Afrique de l'Ouest est en train de connaître une explosion démographique de la population jeune. Selon le **Population Reference Bureau**, il y a plus de 100 millions de jeunes dans la région, ce qui représente un tiers de la population totale, sachant que ce chiffre atteindra 218 millions d'ici 2050. Il y a 22,6 millions de jeunes qui arrivent sur le marché du travail chaque année. D'ici 2050, il devrait y en avoir 47 millions. Cette main d'œuvre jeune représente un facteur potentiel de développement économique pour l'Afrique de l'Ouest mais l'explosion démographique génère également nombre de défis redoutables.
- **Parce que** la croissance économique des pays d'Afrique de l'Ouest n'a jamais été aussi forte et que la nature des emplois des jeunes est en constante évolution. L'insuffisance de la création d'emplois représente une sérieuse barrière au développement économique. Selon la **Banque Africaine du Développement**, les pays africains font partie des économies émergentes les plus dynamiques dans le monde en 2016 (8.5% en Côte d'Ivoire, 6% au Nigeria, 5% au Sénégal).
- **Parce que** lorsqu'il n'y a pas de travail et peu d'espoir pour un futur meilleur, les jeunes peuvent désespérer et le risque pour eux de tomber dans une spirale de violence, de radicalisme et d'implication dans le crime organisé s'accroît. Même si la majorité des groupes violents sont guidés par une certaine idéologie, le manque de travail et de perspectives rend le recrutement de nouveaux combattants beaucoup plus facile. En travaillant davantage à créer les conditions pour des emplois stables à leur jeunesse, les Etats de la région stimuleront non seulement leur économie, mais ils permettront aussi aux générations futures de ne pas sombrer dans la violence.

Il y a 22,6 millions de jeunes qui arrivent sur le marché du travail chaque année. D'ici 2050, il devrait y en avoir 47 millions.

Lorsqu'il n'y a pas de travail et peu d'espoir pour un futur meilleur, les jeunes peuvent désespérer et le risque pour eux de tomber dans une spirale de violence, de radicalisme et d'implication dans le crime organisé s'accroît.

- **Parce que** les jeunes d'aujourd'hui sont aussi les leaders de demain. Même ceux qui ont bénéficié d'une bonne éducation se retrouvent trop souvent bloqués dans des emplois sans débouchés avec peu d'occasions d'utiliser toutes leurs compétences. Les premiers emplois de qualité permettent aux jeunes travailleurs de se former puis de faire une bonne carrière.
- **Parce que** fort taux de chômage ou de sous-emploi encourage beaucoup de jeunes à risquer leur vie à la recherche d'un emploi à l'étranger. Il s'agit ici des jeunes travaillant dans le secteur informel dans leur pays d'origine. Garder nos jeunes en Afrique de l'Ouest peut donc sauver beaucoup de vies.
- **Parce que** le chômage des jeunes n'est pas seulement un problème en Afrique de l'Ouest et que les stratégies développées ici peuvent être utilisées pour combattre ce fléau dans le monde entier. En effet, des taux de chômage élevés apparaissent tout au long de l'échelle des revenus. Selon l'OCDE, en 2013, l'Italie, l'Espagne et l'Afrique du Sud avaient tous des taux de chômage chez les jeunes dépassant 50%. En Espagne, ce problème a causé d'importants mouvements sociaux sous les Indignados (Indignés), qui se sont ensuite transformés en parti politique sous le slogan de Podemos (Nous Pouvons), le troisième parti le plus représenté au Parlement.
- Quelles sont les organisations (nationales et internationales) qui sont spécialisées dans la lutte contre le chômage et sont-elles efficaces? Comment pourraient-elles obtenir de meilleurs résultats ?
- Quels sont les secteurs de l'économie qui sont caractérisés par un déficit de travailleurs et qu'est-ce qui peut être fait pour orienter les jeunes vers ces secteurs ? Certains secteurs de l'économie créent-ils davantage d'emplois que les autres et les gouvernements peuvent-ils en tirer des leçons pour les secteurs qui génèrent peu d'emplois ?
- Comment peut-on changer les lois relatives à l'emploi pour rendre plus facile l'embauche de jeunes travailleurs?
- Existe-t-il des facteurs internationaux qui empêchent les Etats de la région de combattre plus efficacement le chômage des jeunes?
- Le secteur privé joue-t-il son rôle de principal créateur d'emplois dans les économies nationales et comment encourager les entreprises à faire plus pour la formation et l'emploi des jeunes ?

Education

- Des réformes profondes sont-elles nécessaires pour que les générations futures soient à la fois capables de lire et écrire, tout en acquérant des savoir-faire spécifiques qui seront requis par les employeurs ?
- Comment combler le gouffre entre la formation universitaire et le monde du travail afin que les universités enseignent aussi les compétences requises par les entreprises ?
- Des cours d'entrepreneuriat individuel devraient-ils être incorporés dans le curriculum universitaire et, si oui, comment le faire ?

Formation professionnelle

- Quels sont les types de formation professionnelle qui sont porteurs pour le secteur privé en Afrique de l'Ouest et quels changements doivent être introduits dans le système d'éducation et de formation ?

1.2 QUELS SONT LES PRINCIPAUX SUJETS À EXPLORER ?

Facteurs politiques et macro-économiques

- Quels sont les facteurs structurels dans l'économie qui peuvent expliquer les taux de chômage élevés? Comment s'y attaquer?
- Les pays de la région ont-ils fait des choix de stratégie de croissance économique qui leur permettront de faire baisser leur taux de chômage ?
- Peut-on imaginer une stratégie nationale type adaptée à la région qui permette de combattre le chômage ? Quel est le rôle éventuel des partenariats entre acteurs publics et secteur privé dans une telle stratégie ? Quelles sont les politiques publiques récentes qui ont permis de créer des emplois dans la région ?

- Le secteur privé peut-il jouer un rôle plus important dans la formation professionnelle et l'apprentissage dans les pays de la région?

Chômage de jeunes hautement qualifiés

- Quelles réformes devraient être mises en place pour que les jeunes hautement qualifiés puissent trouver un emploi en accord avec leur niveau d'éducation ?
- Une mise en valeur des stages (rémunérés et non rémunérés) peut-elle faciliter l'insertion professionnelle des jeunes ? Si c'est le cas, quel type de stage serait le plus bénéfique ?

Chômage urbain et chômage rural

- Y a-t-il une différence entre le taux et la nature du chômage dans les villes et dans les zones rurales ? Quelles politiques mettre en place pour combattre le chômage et le sous-emploi dans les zones rurales ?

Secteur informel

- L'emploi dans le secteur informel doit-il être formalisé et si oui, comment ?
- Quels sont les préjugés associés à l'emploi dans les activités informelles et comment peuvent-ils influencer le bien-être des jeunes employés dans ce secteur ?
- Existe-t-il des politiques publiques pour soutenir les marchands ambulants et autres travailleurs informels ?

Facteurs culturels

- Certains facteurs culturels peuvent-ils expliquer le fort taux de chômage et de sous-emploi des jeunes dans la région ? Se développe-t-il une culture qui ne favorise pas la recherche de travail chez les jeunes ?
- Une mise en valeur de l'entreprenariat et du travail indépendant suffit-elle à réduire le chômage des jeunes ? Comment promouvoir une culture de la création de « start-up » ?

Genre

- Quelles sont les différences en matière de chômage et de sous-emploi entre les hommes et les femmes ? Les possibilités d'emploi sont-elles plus réduites pour les jeunes femmes que pour les jeunes hommes ?
- Quelles stratégies et quels changements culturels encourager pour faire augmenter le taux d'emploi des jeunes femmes ?

Plus de 68% de ceux qui souhaitent entreprendre citent le manque de financement comme le principal frein à la réussite de leurs initiatives.

Les jeunes n'exploitent pas leur créativité et n'essayent pas d'acquérir une expérience professionnelle avant l'université car ces normes sociales tacites favorisent justement en eux, un état d'esprit attentiste.

There are currently wide gaps in the available data on youth employment in Africa

2. LES CONTRIBUTIONS CITOYENNES

2.1 DES CONSTATS

- « Une étude des opportunités économiques pour les jeunes réalisée par Dalberg pour le compte de UNCDF (United Nations Capital Development Fund) sur six pays Africains (Bénin, Mozambique, République Démocratique du Congo, Rwanda, Tanzanie, et Zambie), auprès de plus de 300 jeunes en milieu urbain et rural, sans distinction de sexe ou de niveau d'éducation, a révélé que plus de 68% de ceux qui souhaitent entreprendre citent le manque de financement comme le principal frein à la réussite de leurs initiatives. » – *Rhode Ahlonsou et Astou Dia, L'entrepreneuriat pour sortir plus de 20% de jeunes Africains du chômage ? Oui... si l'inclusion et l'éducation financière sont au rendez-vous*
- « Les outils de financement classiques, les crédits bancaires et microcrédits en particulier, ne sont pas adaptés aux start-ups étant donné les taux d'intérêt élevés et les courtes durées de prêts. » – *Rhode Ahlonsou et Astou Dia, L'entrepreneuriat pour sortir plus de 20% de jeunes Africains du chômage ? Oui... si l'inclusion et l'éducation financière sont au rendez-vous*
- « On apprend aux jeunes à dépendre financièrement et entièrement de leurs parents jusqu'à ce qu'ils obtiennent un diplôme d'enseignement supérieur et un emploi dans leur domaine d'études. » – *Dieynaba Niabaly, Chômage des jeunes : allier études et travail à temps partiel pourrait changer la donne*
- « La plupart des Sénégalais semblent penser que les études et le travail sont incompatibles, en particulier avant l'université. Ils doivent se faire de manière chronologique : étudier d'abord et travailler ensuite. » – *Dieynaba Niabaly, Chômage des jeunes : allier études et travail à temps partiel pourrait changer la donne*
- « Par conséquent, les emplois que les jeunes pourraient avoir à temps partiel tels que caissier, baby-sitter et technicien de surface sont vus d'un mauvais œil. Ils sont considérés comme des emplois que seules les personnes sans instruction doivent occuper... Les jeunes n'exploitent pas leur créativité et n'essayent pas d'acquérir une expérience professionnelle avant l'université car ces normes sociales tacites favorisent justement en eux, un état d'esprit attentiste.» – *Dieynaba Niabaly, Chômage des jeunes : allier études et travail à temps partiel pourrait changer la donne*
- « Si les jeunes avaient l'opportunité de travailler avant d'aller à l'université, ils seraient plus avertis, voire mieux préparés pour la suite de leur formation et leur carrière – au lieu de se sentir parachutés dans le marché de l'emploi après l'université sans aucune expérience à faire valoir.» – *Dieynaba Niabaly, Chômage des jeunes : allier études et travail à temps partiel pourrait changer la donne*
- « On explique au jeune que la voie de l'auto-emploi est la meilleure pour se prendre en charge alors qu'il peut aisément s'apercevoir que les plus riches ne sont pas ceux qui font le plus d'efforts. Les modèles de réussite que le jeune côtoie lui démontrent à suffisance qu'il n'est point besoin de mériter ce que l'on gagne. L'enrichissement n'a pas besoin d'être légitimé, mais plutôt d'être entretenu. » – *Godfried Rodolphe Missinhoun, Les incongruités de la politique de promotion de l'emploi des jeunes au Bénin*
- « Selon le Groupement inter-patronal du Cameroun (GICAM), 100 000 nouveaux demandeurs d'emploi arrivent chaque année sur le marché du travail. » – *Marco Mbilla, L'épineuse question de l'emploi des jeunes au Cameroun*
- « Les diplômés de l'enseignement supérieur sont «malheureusement» les plus nombreux dans cette cohorte. En milieu urbain, le chômage touche plus les diplômés ayant suivi un cursus académique général que ceux qui ont reçu un enseignement technique ou professionnel.» – *Marco Mbilla, L'épineuse question de l'emploi des jeunes au Cameroun*
- « D'après cette étude, les offres d'emplois sont majoritairement annoncées sur internet. Le faible taux de pénétration d'internet dans le pays est donc un handicap pour de nombreux demandeurs d'emploi. » – *Marco Mbilla, L'épineuse question de l'emploi des jeunes au Cameroun*

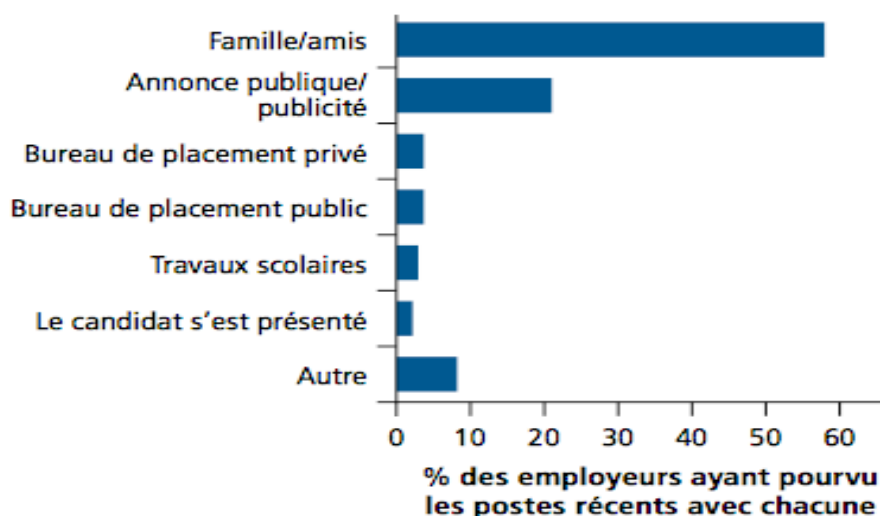
- « There are currently wide gaps in the available data on youth employment in Africa. »- *Talya Lockman-Fine, [A call for data to solve the youth employment challenge](#)*
- «Among the many aspects of the youth employment challenge, the lack of good data has received comparably little attention. But poor data is a significant problem, contributing to an oversimplified picture that decreases the likelihood of sufficiently nuanced solutions. »- *Talya Lockman-Fine, [A call for data to solve the youth employment challenge](#)*
- « Sur plus de 500 candidatures, moins du cinquième respectaient les consignes spécifiées dans l'annonce et les règles en matière de présentation. Tous les postulants étaient pourtant des personnes diplômées, avec parfois une expérience professionnelle qui s'étend sur plusieurs années. »- *Anne Marie Befoune, [Emploi des jeunes : la question de la qualité des dossiers de candidature](#)*
- «Youth entrepreneurship has an image problem. For most young people, entrepreneurship is a matter of last resort. Unable to find a job in the government or private sector they end up in the informal sector; becoming an entrepreneur because there is no other choice. »- *Alinta Geling and Marije Balt, [Entrepreneurship's image problem](#)*
- «In West Africa, labour laws have existed since the end of the colonial period. In both French-speaking and English-speaking countries, a range of workers' protections were copied almost word-for-word from the colonizers, including the right to strike, a limit of ten working hours per day, paid annual leave, free health care, and retirement pensions. Unsurprisingly, the measures specified in labour legislation have failed to translate into reality, as the excessive formalism of the law has clashed with the nature of professional relationships in Africa. »- *Raphaël Coin, [Labour formalization: the challenge of designing innovative and responsive incentives](#)*

2. *Les contributions citoyennes sont les articles reçus et publiés sur le site de WATHI dans le cadre du [Débat](#)*

Sur plus de 500 candidatures, moins du cinquième respectaient les consignes spécifiées dans l'annonce et les règles en matière de présentation.

In both French-speaking and English-speaking countries, a range of workers' protections were copied almost word-for-word from the colonizers

Graphique 1 : Les réseaux personnels sont essentiels pour trouver un emploi salarié



Source : Sur la base des enquêtes de la Banque mondiale auprès des entreprises (statistiques agrégées à partir des enquêtes réalisées en Angola, au Botswana, au Burundi, au Cameroun, en Gambie, en Guinée, en Mauritanie, en Namibie, au Niger, en Ouganda, en République démocratique du Congo, au Rwanda, au Swaziland, en Tanzanie en 2006–07)

Source : *L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne*, Banque mondiale et Agence française de développement, p.65 (<http://bit.ly/2dWgG8l>)

2.2 DES PISTES D'ACTION

- « Les jeunes sont en réalité en mesure de mobiliser les fonds nécessaires pour démarrer leur activité, s'ils sont encadrés et reçoivent une éducation financière. »- *Rhode Ahlonsou et Astou Dia, L'entrepreneuriat pour sortir plus de 20% de jeunes Africains du chômage ? Oui... si l'inclusion et l'éducation financière sont au rendez-vous*
- « Pour faire de l'entrepreneuriat une solution pertinente et durable au chômage des jeunes, les systèmes de formation traditionnels (écoles techniques, universités, programme de formation en entrepreneuriat, incubateurs d'entreprise, etc.) devront très tôt prendre en compte une éducation sur la gestion et l'inclusion financière, et inciter les jeunes à épargner, quel que soit leur niveau de revenu. »- *Rhode Ahlonsou et Astou Dia, L'entrepreneuriat pour sortir plus de 20% de jeunes Africains du chômage ? Oui... si l'inclusion et l'éducation financière sont au rendez-vous*
- « Il reviendrait également à l'Etat la charge de réviser le code du travail pour réguler les heures de travail, les salaires, et les types de travail que les élèves peuvent faire »- *Dieynaba Niabaly, Chômage des jeunes : allier études et travail à temps partiel pourrait changer la donne*
- « Apprenticeship not only provide skills but the relationship between the master of the trade and the apprentice is a significant part of reintroducing civic education into our societies. In Germany, about 60 percent of young people train as apprentices, in fields as diverse as advanced manufacturing, IT, banking, and hospitality. Africa will not be reinventing but capturing the essence of "Dual training" to address the skills deficit and mismatch. »- Carl Malan, *Africa can rise through apprenticeship*

- « Youth in apprenticeship could split their days between classroom instruction at a vocational school and on-the-job time at a company thus embracing a public-private partnership that delivers professionals with skills, tools and behaviors that add value to the national discourse of social transformation »
– *Carl Malan, [Africa can rise through apprenticeship](#)*
- « 71,2 % de ces personnes privilégient la révision des procédures de recrutement car l'accès à l'emploi reste encore réservé à certains groupes selon l'ethnie, l'école fréquentée ou encore le parrainage. »– *Marco Mbilla, [L'épineuse question de l'emploi des jeunes au Cameroun](#)*
- « While not typically considered among the most promising solutions to the youth employment challenge, ongoing efforts by the African Development Bank and ILO, among others, to provide financial and technical assistance to national bureaus of labor have the potential to amplify the impact of other interventions and should be expanded. »– *Talya Lockman-Fine, [A call for data to solve the youth employment challenge](#)*
- «Obtaining good data must be a top down initiative – supported by institutions who commit to funding it and governments with political will for capacity building in this area. »– *Talya Lockman-Fine, [A call for data to solve the youth employment challenge](#)*
- « Interventions aimed at improving youth employment outcomes must be aligned with the hopes and ambitions of young people. Young people's aspirations should inform job creation strategies. »– *Alinta Geling and Marije Balt, [Entrepreneurship's image problem](#)*
- « Undeniably, improving the scope and application of labour law will not be enough to face the immense task of youth unemployment in West Africa. Instead, what is needed is an integrated approach to the formalization of the workforce, with efforts made in providing vocational training programmes, easier access to credit, as well as sustained investment in infrastructure, and good governance reforms.»– *Raphaël Coin, [Labour formalization: the challenge of designing innovative and responsive incentives](#)*

Les jeunes sont en réalité en mesure de mobiliser les fonds nécessaires pour démarrer leur activité, s'ils sont encadrés et reçoivent une éducation financière.

Il reviendrait également à l'Etat la charge de réviser le code du travail pour réguler les heures de travail, les salaires, et les types de travail que les élèves peuvent faire

Young people's aspirations should inform job creation strategies.

Encadré 1: Cadre d'analyse de l'emploi des jeunes

Les trois principaux secteurs d'emploi :

L'agriculture est le secteur qui concentre la grande majorité des emplois en Afrique subsaharienne. L'agriculture occupe plus de 70 % de la population active des pays à faible revenu et plus de 50 % dans les pays à revenu intermédiaire, tranche inférieure d'Afrique. Les agriculteurs africains sont essentiellement des petits exploitants qui consomment une grande partie de ce qu'ils produisent. Selon des récentes données d'enquêtes de ménages, on estime que la part de l'autoconsommation est de l'ordre de 50 % (contre 20–30 % en dehors de l'Afrique subsaharienne).

Les entreprises individuelles ne sont pas formellement constituées en société, mais sont des entreprises non agricoles appartenant aux ménages. Elles comprennent des travailleurs autonomes qui gèrent des entreprises qui embauchent parfois des membres de la famille, sans rémunération, mais peuvent également employer de façon permanente jusqu'à cinq employés non membres de la famille. La grande majorité (70 %) des entreprises non agricoles aujourd'hui relèvent purement de l'auto-emploi : seul le propriétaire travaille dans l'entreprise individuelle. Près de 20 % de ces entreprises comprennent un autre membre de la famille, et seuls 10 % embauchent une personne extérieure à la famille.

Le secteur salarié moderne est composé de petites, moyennes et grandes entreprises qui embauchent en permanence cinq employés ou plus. Il comprend également le secteur public qui, dans certains pays, constitue une part importante du secteur salarié moderne. Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire tranche inférieure d'Afrique subsaharienne, près de la moitié des emplois salariés relève du secteur public. Dans ce rapport, l'accent est mis uniquement sur le secteur privé, qui a le plus grand potentiel de création d'emplois.

Les deux dimensions qui ouvrent des trajectoires vers des emplois productifs :

- *Le capital humain* — l'offre, ou les capacités, l'éducation, les compétences, les liens familiaux, les réseaux et d'autres caractéristiques ancrées dans un individu et qui lui permettent de trouver des opportunités d'être productif, d'augmenter et de sécuriser ses revenus.
- *L'environnement des affaires* — les facteurs hors du contrôle immédiat du travailleur et qui affectent la productivité (accès à la terre, capital et finance, infrastructures, technologie et marchés), ainsi que les politiques gouvernementales, les réglementations et programmes susceptibles d'influencer le choix de l'activité économique et la réalisation de l'activité.

Source: L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne, Banque mondiale et Agence française de développement, p. 11 (<http://bit.ly/2dWgG8l>)

3. LE DÉBAT SUR LES RÉSEAUX SOCIAUX

3. Sélection de commentaires reçus sur la page Facebook ou sur le compte Twitter de WATHI

3.1 DES CONSTATS

- « Il faut dire que le système traditionnel de l'entreprise n'est plus adapté aux besoins du monde d'aujourd'hui. Ce système d'entreprise est caduc et les gens doivent s'adapter à l'entreprise du 21e siècle. Aujourd'hui les gens qui restent attachés au système d'entreprise traditionnel du 20e siècle échouent parce qu'ils n'arrivent pas à faire la différence entre la persévérance et l'entêtement! 95% des gens qui entreprennent aujourd'hui s'entêtent à vouloir réussir dans un système qui est simplement dépassé et qui ne marche plus.»
– **Votre Altesse**
- « L'emploi des jeunes dans nos communautés reste toujours un dilemme. Dans les pays développés la plupart des employés sont des jeunes et les résultats sont toujours positifs. Au Tchad par exemple les personnes âgées refusent de céder leur poste aux jeunes et même quand un jeune est nouvellement employé dans une institution, ils lui rendent la vie difficile. »
– **Dola Zacharie**
- « C'est le réveil de la conscience de la jeunesse qui permettra de faire réduire le taux de chômage. En effet, l'Etat ne pourra pas engager tous les jeunes dans la fonction publique de ce fait il nous faudra donc réfléchir et regarder autour de nous et voir quelles opportunités s'offrent à nous, car où il y a opportunité il y a de la richesse. Personne ne me dira moi je ne vois pas d'opportunités. Le seul problème c'est que nous nous voyons trop supérieurs à tel ou tel emploi. Cependant il faudrait l'accompagnement de l'Etat à encourager à entreprendre, voire financer les jeunes. Aussi penser à l'industrialisation »
– **Gninasse Karim**

3.2 DES PISTES D'ACTION

- « Je ne parle pas pour les autres pays mais au Mali le seul exutoire pour l'emploi des jeunes c'est d'encourager et accompagner les jeunes dans l'agriculture. En plus il faudra inclure des cours d'entrepreneuriat dans tous les programmes d'étude (ingénierie, médecine, commerce, agriculture, droit etc.). Cela permettrait de créer chez les jeunes l'esprit entrepreneurial au lieu du salarial. » – **Sidibe Souleymane**
- « Pour moi la problématique de l'emploi ne peut pas se penser en dehors d'une bonne gouvernance de nos États. Si les ressources du pays sont bien gérées et que les résultats sont bien répartis, logiquement cette préoccupation devrait être jugulée, dans la mesure où l'éducation, la santé, la sécurité, l'industrie et la production agricole sont de gros

Au Tchad par exemple les personnes âgées refusent de céder leur poste aux jeunes et même quand un jeune est nouvellement employé dans une institution, ils lui rendent la vie difficile.

Redoubler d'efforts pour soutenir le secteur informel, en reconnaissant son importance et en offrant un statut juridique à ceux qui y travaillent.

pourvoyeurs d'emploi. Nos pays sont de vrais champs en friches qui ne demandent qu'à être emblavés, réglons donc nos problèmes de gouvernance et le reste suivra naturellement. » – **Ibrahima Bambara**

- « Sortir des théories pour passer à l'action. C'est un fait que dans les pays de la Cedeao, nous consommons des produits finis de plusieurs filières dont les chaînes de valeurs sont à l'extérieur... La politique publique doit:

- viser la création des conditions de compétitivité aux produits finis industriels déjà présents dans les habitudes de consommation
- structurer la filière qui se met en place toute seule dès que le produit au bout de la chaîne trouve son marché
- Trouver un mécanisme innovant pour les secteurs de l'agriculture, l'artisanat et les NTIC, notamment la promotion des banques agricoles
- le rôle régalien de contrôle de l'Etat ne doit pas étouffer les entreprises naissantes par des normes, ni les impôts
- Faire la promotion du crowdfunding afin de faciliter l'accès au financement par les start-up. »

– **Sèdami Blaise Hounyo**

- « D'abord il faut croire en sa jeunesse, ensuite la motiver puis l'aider à renforcer et réveiller le leadership qui est ancré en elle. Car le leadership ne contribue non seulement à la création d'emploi mais aussi au bon développement d'une nation.» – **Mariam Yacoub Mahamat**
- « Il faut sensibiliser la jeunesse à se faire des autos emplois tout en facilitant les financements ; encourager la jeunesse à s'intéresser au secteur agricole et agro-business tout en trouvant des fournisseurs extérieurs... aussi faciliter les financements » – **Sékou Oumar Tidiani Traoré**
- « Let Africa produce the end/finished product of all/almost all the raw materials it have, then Africa will have industries and markets, which are all job industries » – **Habib Alie Turay**

- « C'est l'industrialisation de l'Afrique qui demeure l'épicentre des problèmes d'emploi et Il faut aussi de l'alternance démocratique que les jeunes soient plus intéressés par nos Etats », **Mody Sidibé**

- « Moi, je crois que la coopération entre nous Africains nous fera du bien avec la circulation des personnes et des biens créera une diminution de la pauvreté et les jeunes auront du travail » – **Tidiane Diallo**

- « Il faudrait d'abord commencer par faire participer les jeunes aux prises de décisions » – **Soulemane Kaboré**

4. LES LEÇONS DES WATHINOTES

4.1 DES CONSTATS

- Des emplois sont créés principalement par le secteur privé – au niveau mondial 9 emplois sur 10 sont créés par le secteur privé – donc la croissance du secteur privé est cruciale pour offrir davantage de possibilités dans l’emploi productif.

Emplois productifs pour les jeunes en Afrique, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), 2013.

- En d’autres termes, au cours des dix prochaines années, au mieux, seul un quart de la jeunesse d’Afrique subsaharienne trouvera un emploi salarié, et seule une petite fraction de ces emplois seront des emplois « formels » dans des entreprises modernes.

Youth Employment in Sub-Saharan Africa, The World Bank, 2014.

- Beaucoup n’ont pas les moyens, les compétences, les connaissances ou les relations nécessaires pour convertir leurs études en un emploi productif.

Youth Employment in Sub-Saharan Africa, The World Bank, 2014.

- Le taux de chômage des jeunes augmente en fonction du niveau de scolarité dans trois régions (Asie et Pacifique, Moyen-Orient et Afrique du Nord, Afrique sub-saharienne), où les jeunes diplômés de l’enseignement supérieur risquent deux à trois fois plus d’être chômeurs que les jeunes qui ont complété des études primaires, ou moins. Dans les régions à revenu élevé, en revanche, les jeunes moins scolarisés éprouvent les plus grandes difficultés à trouver un emploi.

Tendances mondiales de l’emploi des jeunes, Organisation Internationale du Travail, 2015

- En Afrique Subsaharienne, le nombre d’actifs s’accroîtra au moins jusqu’en 2050. Dans les 15 prochaines années (2010-2025), la population active africaine croîtra de 17 millions, dont 11 millions en provenance du milieu rural. Ces cohortes de jeunes actifs à insérer dans la vie professionnelle pourraient constituer un formidable levier pour la croissance économique.

Emploi des jeunes et migrations en Afrique de l’Ouest, Rapport final Sénégal, Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR), 2015

4. *les wathinotes sont soit des résumés de publications sélectionnées par WATHI, conformes aux résumés originaux, soit des versions modifiées des résumés originaux, soit des extraits choisis par WATHI compte tenu de leur pertinence par rapport au thème du débat.*

Les programmes associant formation et accès au financement (pour démarrer une entreprise ou investir dans une activité) sont très prometteurs

Identifier le potentiel de croissance élevé et les chaînes de valeur à forte intensité d’emploi et identifier l’emploi et les opportunités du travail indépendant pour les jeunes

- Au Sénégal, à l’instar de la plupart des pays d’Afrique au Sud du Sahara, ce sont près de 269000 jeunes qui arrivent chaque année sur le marché du travail, dont 57% vivent en milieu rural (IPAR, 2010). Le Sénégal reste caractérisé par une grande proportion de jeunes en âge de travailler. 67% de ces jeunes occupent un emploi, 22,34% sont inactifs et une très faible proportion (0,15%) est au chômage. 51% des jeunes occupés sont des hommes et 48% des femmes. A la lumière de ces statistiques, il apparaît que les jeunes sénégalais en milieu rural sont moins confrontés au problème du chômage. Cependant, derrière les chiffres de l’emploi des jeunes, se cache ce que d’aucuns appellent du « chômage déguisée (sic)» et qui transparait dans les perceptions qu’ont les jeunes des notions de chômeur, de sous employé et d’inactif utilisées de manière interchangeable.

Emploi des jeunes et migrations en Afrique de l’Ouest, Rapport final Sénégal, Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR), 2015

- Le chômage au Nigeria peut être classé en deux catégories :
 - Les chômeurs âgés qui ont perdu leur emploi pour cause de réduction des dépenses, licenciement ou faillite.
 - Les jeunes chômeurs, dont la plupart n’ont jamais été employés.

Il y a 80 millions de jeunes au Nigéria, ce qui représente 60% de la population totale du pays. 64 millions d’entre eux sont sans emploi, tandis que 1,6 million sont en situation de sous-emploi.

Youth unemployment: Entrepreneurship development programme as an intervention mechanism, Cyril Awogbenle and K. Chikioke Iwumadi, 2010

- Dans la plupart des cas, le chômage augmente dans un premier temps avec le niveau d’éducation, avant de descendre dans un deuxième temps avec l’obtention du diplôme de fin d’études secondaires et l’entrée à l’université.

Education and Labor Market Outcomes in Urban West Africa, Agence Française de Développement and the World Bank, 2013

- Seulement 19% des personnes qui ont entamé une formation universitaire travaillent dans le secteur informel.

Education and Labor Market Outcomes in Urban West Africa, Agence Française de Développement and the World Bank, 2013

- Il semblerait que les salaires bas correspondent plus au niveau de formation dans le secteur informel que dans le secteur formel privé (mais moins que dans le secteur public).

Education and Labor Market Outcomes in Urban West Africa, Agence Française de Développement and the World Bank, 2013

- Il est vrai que théoriquement les codes du travail s’appliquent à tout travail salarié indépendamment du secteur d’activité qu’il soit formel ou informel. Mais, le formalisme excessif imposé par des textes inadaptés au contexte africain, ajouté à l’insuffisance notoire des Administrations du travail sur le plan logistique et organisationnel, ont eu pour conséquence que l’essentiel du monde du travail échappe en pratique à la législation du travail. De fait, le secteur informel reste une zone dominée par ce que les sociologues du droit appellent l’infra-droit, c’est à dire un droit déprécié.

Réalités africaines et enjeux pour le droit du travail, Ousmane Oumarou Sidibé, 2000

4.2 DES PISTES D’ACTION

- Réformer l’environnement des affaires pour attirer des investissements dans des grandes entreprises afin de créer de nombreux postes salariés formels et d’aider ces entreprises à gagner en compétitivité. Parmi les réformes prioritaires, l’amélioration de l’accès au financement et aux services d’infrastructure, l’optimisation de la logistique commerciale et l’aplanissement des obstacles réglementaires à l’entrepreneuriat

L’emploi des jeunes en Afrique : ce que les décideurs politiques peuvent faire, Deon Filmer, 2016.

- Redoubler d’efforts pour soutenir le secteur informel, en reconnaissant son importance et en offrant un statut juridique à ceux qui y travaillent. Ce soutien passe par l’accès i) aux terres ou à un lieu (officiel) où exercer une activité ; ii) aux services publics (sécurité notamment) et aux infrastructures (alimentation électrique) pour offrir un environnement sûr et prévisible aux petites entreprises ; et iii) au financement pour que même les petits exploitants et les entrepreneurs individuels puissent investir et améliorer leur productivité

L'emploi des jeunes en Afrique : ce que les décideurs politiques peuvent faire, Deon Filmer, 2016.

- Promouvoir un secteur privé dynamique pour l'enseignement et la formation professionnels (apprentissage compris). Il faut notamment mieux informer et faciliter l'accès aux formations existantes pour les jeunes défavorisés et offrir dans le même temps des possibilités de formation de meilleure qualité (sans devoir forcément assurer ces services). Dans le cas de marchés de la formation bien développés, les interventions publiques doivent être sélectives, privilégier la performance et s'appuyer sur des données probantes. Le rapport a ainsi constaté que les programmes associant formation et accès au financement (pour démarrer une entreprise ou investir dans une activité) sont très prometteurs

L'emploi des jeunes en Afrique : ce que les décideurs politiques peuvent faire, Deon Filmer, 2016.

- Les gouvernements nationaux doivent promouvoir l'entrepreneuriat comme solution viable au chômage en favorisant une culture entrepreneuriale chez les jeunes ;

Emplois productifs pour les jeunes en Afrique, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), 2013.

- Identifier le potentiel de croissance élevé et les chaînes de valeur à forte intensité d'emploi et identifier l'emploi et les opportunités du travail indépendant pour les jeunes à l'intérieur et tout au long de ces chaînes de valeur

Emplois productifs pour les jeunes en Afrique, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), 2013.

- Renforcer le cadre juridique et réglementaire pour faciliter la création d'entreprise pour les jeunes et éliminer les obstacles à l'entrepreneuriat des jeunes et la création d'entreprise

Emplois productifs pour les jeunes en Afrique, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), 2013.

- Renforcer les capacités des institutions locales (fournisseurs de services aux entreprises, les institutions financières, les établissements de formation publics et privés et autres) afin de fournir une meilleure qualité et des services sur mesure pour aider les jeunes entrepreneurs à créer et développer leurs entreprises

Emplois productifs pour les jeunes en Afrique, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), 2013.

- Renforcer les partenariats public-privé afin d'assurer une meilleure adéquation entre les compétences des diplômés et les besoins du secteur privé

Emplois productifs pour les jeunes en Afrique, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), 2013.

- Soutenir et renforcer le réseautage entre les jeunes entrepreneurs afin d'échanger une assistance pair à pairs, les leçons apprises et les meilleures pratiques.

Emplois productifs pour les jeunes en Afrique, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI), 2013.

Au Mali le seul exutoire pour l'emploi des jeunes c'est d'encourager et accompagner les jeunes dans l'agriculture.

Nos pays sont de vrais champs en friches qui ne demandent qu'à être emblavés, réglons donc nos problèmes de gouvernance et le reste suivra naturellement.

Dans les 15 prochaines années (2010-2025), la population active africaine croîtra de 17 millions, dont 11 millions pour la croissance économique.

- Du côté de l'environnement économique, augmenter la productivité agricole nécessite de donner la possibilité aux agriculteurs d'accéder à la finance et aux droits fonciers ; dans les entreprises familiales hors agriculture, des services d'infrastructure et l'accès à la finance, ainsi qu'un espace d'opération joueront des rôles clés ; afin de dynamiser le secteur de l'emploi salarial moderne, des régulations économiques et l'infrastructure seront importants.

Youth Employment in Sub-Saharan Africa, The World Bank, 2014.

- Renforcer l'utilisation de la technologie et de pratiques modernes dans le secteur agricole. Le secteur agricole emploie un grand nombre de travailleurs. Malgré ça, le secteur fonctionne encore au niveau de subsistance et sa productivité est en déclin. Des pratiques agricoles modernes et la technologie peuvent aider à faire augmenter la productivité et la demande pour des compétences employables dans des secteurs tels que la préservation de nourriture et l'agro-transformation, la maintenance et la réparation de machines agricoles, ainsi que la fabrication d'outils agricoles simples. Renforcer la technologie dans les zones rurales peut aussi contribuer à limiter l'immigration des villages vers les zones urbaines.

Youth Employment and Skills Development in The Gambia, Nathalie Lahire, Richard Johanson, and Ryoko Tomita Wilcox, The World Bank, 2011

- Faciliter l'accès et le contrôle des ressources productives aux jeunes ruraux
 - Prendre en charge les besoins d'information sur les marchés ruraux du travail
 - Renforcer les capacités des jeunes et faciliter le transfert d'expériences
 - S'occuper de la rémunération des aides familiaux

Emploi des jeunes et migrations en Afrique de l'Ouest, Rapport final Sénégal, Initiative Prospective Agricole et Rurale (IPAR), 2015

- Les politiques et programmes devraient être développés pour assurer la complémentarité entre les politiques du marché du travail et les réformes d'éducation secondaire.

Latin American Youth in Transition: A Policy Paper on Youth Unemployment in Latin America and the Caribbean, Caroline Fawcett.

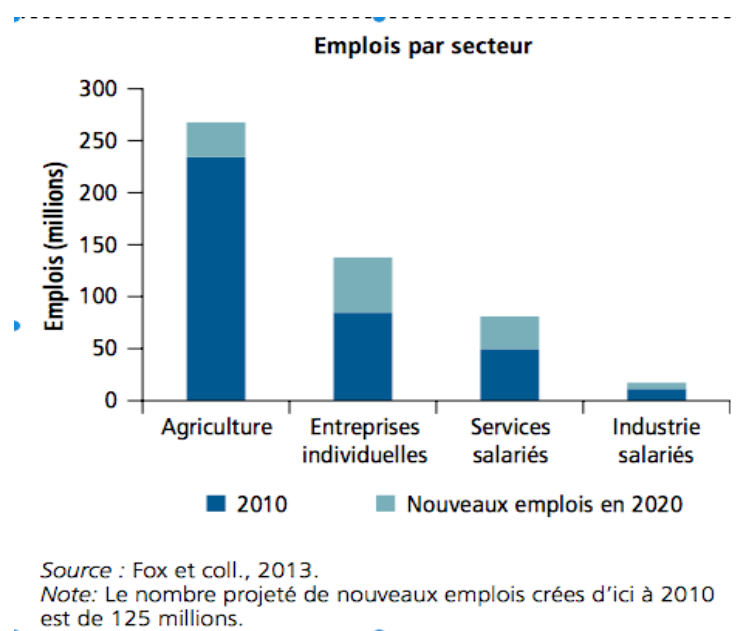
- Compte tenu du fait que le secteur informel a créé plus de 80% des emplois urbains en Afrique de l'Ouest dans les dernières années, concentrer les investissements publics de l'emploi dans ce secteur avec des politiques attractives pour les personnes les plus qualifiées pourrait représenter une alternative crédible au manque d'emploi observé

dans les secteurs formels, au moins à court-terme.

Education and Labor Market Outcomes in Urban West Africa, Agence Française de Développement and the World Bank, 2013

- Contrairement à ce qui s'est passé souvent dans les pays africains où les réformes des codes ont été menées quasi exclusivement par des juristes qui ont privilégié les aspects purement techniques, le temps est venu de précéder de telles réformes par de grandes enquêtes socio-économiques conduites par des équipes pluridisciplinaires impliquant économistes, sociologues, anthropologues et juristes. Elles pourraient permettre d'aller en profondeur pour saisir les véritables problèmes d'applicabilité des codes du travail. Réalités africaines et enjeux pour le droit du travail, Ousmane Oumarou Sidibé, 2015

Graphique 2: L'informel sera la norme en 2020



Source: L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne, Banque mondiale et Agence française de développement, p. 7 (<http://bit.ly/2dWgG8l>)

Crise de l'emploi des jeunes

Les principes directeurs de l'OIT

Dans sa résolution intitulée « La crise de l'emploi des jeunes : Appel à l'action », la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, réunie en 2012 à Genève, en sa 101^e session, a fait adopter par les Etats membres douze principes directeurs qui devraient être suivis dans l'élaboration des politiques d'emploi pour les jeunes.

- 01** Prendre en considération la diversité des situations nationales pour élaborer des ensembles de mesures multidimensionnels, cohérents et adaptés au contexte
- 02** Considérer le plein emploi comme un objectif essentiel des politiques macroéconomiques
- 03** S'assurer de l'efficacité et de la cohérence des politiques économiques, de l'emploi, d'éducation, de formation et de protection sociale
- 04** Promouvoir la participation des partenaires sociaux dans l'élaboration des politiques par le dialogue social
- 05** Effectuer de bons dosages politiques, qui soient équilibrés et qui encouragent plus d'employeurs à investir et à créer de nouvelles possibilités d'emploi pour les jeunes
- 06** S'assurer que tous les programmes et politiques garantissent le respect des droits des jeunes travailleurs, et sont sensibles aux différences entre les sexes
- 07** S'attaquer à l'inadéquation entre les emplois disponibles et les qualifications des travailleurs, qui limitent l'accès aux possibilités d'emploi
- 08** Encourager l'entrepreneuriat des jeunes, dans les zones rurales et urbaines, en vue de favoriser la croissance d'entreprises durables, y compris des coopératives et des entreprises sociales
- 09** Constituer des partenariats novateurs, à plusieurs parties prenantes, et impliquant les gouvernements, les partenaires sociaux, les institutions éducatives, les communautés et les jeunes eux-mêmes
- 10** Exploiter les larges possibilités d'échange d'expériences qui existent pour inspirer des actions concrètes et adaptées au contexte, en gardant à l'esprit que les modalités d'action ne sont pas systématiquement reproductibles
- 11** Garantir le suivi et l'évaluation effectifs des politiques et programmes et publier des rapports pour éclairer l'action à venir
- 12** Les jeunes faisant partie de la solution, il faudrait entendre leur voix, libérer leur créativité et respecter leurs droits dans le traitement de la crise de l'emploi des jeunes.

Source : Travail Dégcent, Février 2015, Bureau international du Travail, p.15 (<http://bit.ly/2erLtN9>)

Voir dans « Pour aller plus loin », [page débat WATHI](#)

5. LA SYNTHÈSE DE WATHI

5.1 DES CADRES D'ANALYSE ET DE RECOMMANDATIONS

Il y a une grande diversité d'approches possibles pour aborder le défi de la création massive d'emplois pour les jeunes en Afrique de l'Ouest. Créer autant d'emplois que possible pour les jeunes dans chacun des pays de la région implique d'abord de créer beaucoup d'emplois pour toutes les personnes en âge de travailler, jeunes et moins jeunes. La croissance de l'économie étant le premier déterminant de la création d'emplois, tous les efforts pour stimuler l'activité économique des entreprises existantes et pour créer de nouvelles entreprises ont un fort potentiel de création d'emplois pour les jeunes.

Au-delà de la croissance de l'économie, la structure de celle-ci et le dynamisme des secteurs qui créent le plus d'emplois sont des facteurs essentiels. Du côté de la demande d'emplois qui émane des jeunes, les facteurs à examiner avec attention sont ceux qui les rendent « employables » : éducation, formation, savoir-faire, attitudes, capacité d'adaptation, créativité... La dernière catégorie regroupe les facteurs qui permettent la rencontre entre la demande de travail émanant du tissu économique (offre d'emplois) et l'offre de travail (demande d'emploi) émanant des populations d'âge actif considérées comme jeunes.

Les grilles d'analyse présentées ci-dessous offrent un large éventail du type de mesures que les pouvoirs publics des pays de la région peuvent prendre ou renforcer s'ils font de la promotion de l'emploi des jeunes une priorité stratégique au même titre que la sécurité ou la santé.

5. Les recommandations de WATHI sont élaborées par l'équipe permanente de WATHI sur la base des analyses et des propositions compilées dans le cadre du débat. Elles n'en constituent ni le résumé ni l'expression fidèle et complète. Elles n'engagent pas les membres de l'association WATHI et représentent des pistes d'action soumises aux décideurs et à tous les citoyens de la zone WATHI. Elles ne mettent pas un terme au débat mais le prolongent et le relancent.

Il y a 80 millions de jeunes au Nigéria, ce qui représente 60% de la population totale du pays. 64 millions d'entre eux sont sans emploi, tandis que 1,6 million sont sous-employés.

Seulement 19% des personnes qui ont entamé une formation universitaire travaillent dans le secteur informel.

Tableau 1 : Six propositions de l'expert Djibril Ngom pour une lutte efficace contre le chômage des jeunes en Afrique de l'Ouest

1	Créer une synergie et une collaboration entre toutes les parties prenantes concourant à la création d'emplois pour les jeunes (programmes, projets, institutions, ministères, fonds, etc.)
2	Intégrer le critère de la création d'emplois dans les passations de marchés financés sur fonds publics.
3	Intégrer la création d'emplois dans les politiques macroéconomiques, sectorielles et d'investissements publics (une inflexion des politiques macroéconomiques et sectorielles pour les rendre plus favorables aux investissements à haute intensité de main-d'œuvre (HIMO).
4	Fusionner les différents fonds de soutien des initiatives de création d'emplois avec la création de guichets en leur sein pour le financement d'initiatives spécifiques (l'emploi rural, le microcrédit, le financement des entreprises en difficulté et la microfinance)
5	Permettre une offre cohérente de services et de produits financiers et non financiers pour soutenir et accompagner l'insertion économique des jeunes (faciliter l'accès à l'information, la documentation, la formation)
6	Consolider les dispositifs d'information et l'amélioration de la transparence du marché (mise en place d'un système de veille des besoins en ressources humaines de l'ensemble des entreprises.)

Source : Djibril Ngom, Expert en emploi, « *Mes propositions pour réduire le chômage des jeunes* », Entretien publié dans *Travail Dégagé*, Bureau international du Travail, 2015, page 48-51 (<http://bit.ly/2d46awe>)

Pour aller plus loin, page débat de [WATHI](#)

Tableau 2 :

Actions prioritaires à entreprendre maintenant pour s'attaquer au défi de l'emploi des jeunes

Domaine d'intervention	Actions requises maintenant pour affecter la cohorte actuelle de jeunes	Actions requises maintenant pour affecter les futures cohortes de jeunes
Agriculture	<ol style="list-style-type: none"> Promouvoir les marchés de location de terres Piloter des programmes de transfert intergénérationnel de terres Appuyer les services de vulgarisation agricole de qualité liés à la demande (couvrant l'information et les compétences) Lier le crédit agricole aux services de vulgarisation agricole 	<ol style="list-style-type: none"> Instaurer des systèmes efficaces de transactions et d'enregistrement foncier Passer à l'échelle les programmes de transfert intergénérationnel de terres Intégrer les jeunes dans des interventions innovantes destinées à accroître la productivité (organisations de producteurs, développement de l'élevage, irrigation et autres) Développer les compétences à travers des améliorations rapides des systèmes éducatifs dans les zones rurales
Agriculture et entreprises individuelles	<ol style="list-style-type: none"> Promouvoir les associations villageoises d'épargne et de crédit et les groupes d'entraide Promouvoir l'inclusion financière des ménages Utiliser les programmes de filets sociaux comme un vecteur de mise en œuvre d'interventions destinées aux jeunes défavorisés 	
Entreprises individuelles	<ol style="list-style-type: none"> Développer une stratégie nationale visant l'expansion et la productivité, en tenant compte de l'avis des jeunes et des propriétaires d'entreprise individuelle Assurer aux entreprises individuelles l'accès à un espace de travail et aux infrastructures à travers l'amélioration de la politique urbaine S'appuyer sur des organisations non gouvernementales pour réaliser des interventions intégrées qui aident les jeunes défavorisés à se lancer dans le secteur, en s'attaquant à des multiples contraintes (par ex., développer conjointement un ensemble de compétences, ou développer des compétences tout en assurant un accès aux financements) 	<ol style="list-style-type: none"> Développer les compétences fondamentales à travers des améliorations rapides des systèmes éducatifs Répondre aux besoins en infrastructures des entreprises individuelles dans la planification du développement urbain
Secteur de l'emploi salarié moderne	<ol style="list-style-type: none"> Réduire le coût des services d'infrastructure en améliorant la qualité et l'efficacité S'attaquer aux goulots d'étranglement dans la logistique Réduire la corruption et le coût de démarrage d'entreprise Réformer l'enseignement et la formation techniques et professionnels et instaurer des partenariats public-privé pour offrir des formations liées à la demande 	<ol style="list-style-type: none"> Augmenter la quantité des services d'infrastructure Élargir les marchés régionaux des produits Développer les compétences fondamentales à travers des améliorations rapides des systèmes éducatifs Améliorer l'accès au crédit à travers la réforme du secteur financier Améliorer l'accès au crédit à travers la réforme du secteur financier
Mesures transversales	<ol style="list-style-type: none"> Augmenter la sensibilisation sur les possibilités et voies d'insertion vers les activités indépendantes, surtout pour les jeunes femmes Envisager l'éducation de la deuxième chance pour les compétences de base 	<ol style="list-style-type: none"> Promouvoir le développement de la petite enfance et la nutrition pour établir une base plus solide pour l'acquisition ultérieure des compétences Développer les compétences comportementales (envisager des réformes au sein du système éducatif) Réduire les taux de fécondité pour réduire la taille des cohortes futures de jeunes (à travers l'amélioration de l'éducation des filles, l'amélioration de la santé maternelle et infantile, et l'amélioration de l'accès au planning familial) Collecter de meilleures données sur l'emploi, et développer des analyses plus solides sur les contraintes, les priorités et les opportunités des pays en matière d'emploi

Source : L'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne, Banque mondiale et Agence française de développement, p.25 (<http://bit.ly/2dWgG8l>)

5.2 LES CINQ RECOMMANDATIONS DE WATHI

L'éventail de mesures envisageables dans chacun des pays de la région pour faire encore plus et mieux que ce qui est déjà entrepris pour stimuler la création d'emplois pour les jeunes est très large comme le signale la précédente section. Les situations nationales différentes exigent des adaptations à la structure et à toutes les caractéristiques de l'activité économique et de l'environnement politique, institutionnel, socioculturel spécifiques à chaque pays.

Les cinq pistes d'action retenues par WATHI représentent un choix qui n'est pas nécessairement plus pertinent que d'autres. Ces pistes d'action sont des axes généraux qui recouvrent une diversité de mesures qui peuvent et doivent être affinées pour permettre une mise en œuvre effective. Ces pistes définissent cependant un espace d'amélioration considérable des politiques existantes pour favoriser l'emploi des jeunes, et une mise en œuvre même partielle de chacune de ces pistes peut changer durablement la donne dans ce domaine d'intérêt vital pour toute la région et pour le continent africain.

Les cinq recommandations

1. Faire de la création d'un maximum d'emplois pour les jeunes un objectif stratégique prioritaire de l'action des pouvoirs publics, au même titre que la sécurité, la santé, l'éducation et la création de richesses, ce qui implique d'intégrer cet objectif dans la formulation de toutes les politiques économiques, sociales, culturelles et environnementales, notamment :

- En intégrant des critères précis de création d'emplois pour travailleurs avec peu ou pas d'expérience professionnelle et de création de postes de stagiaires assortis de plans de formation, dans l'évaluation des dossiers de soumission aux marchés publics;
- En élaborant une politique fiscale adaptée à la taille des entreprises qui favorise très clairement les entreprises qui font des efforts vérifiables en matière de création d'emplois salariés et de recrutement de stagiaires dûment encadrés ;
- En élaborant des mesures incitatives adaptées aux moyennes, petites et très petites entreprises pour les encourager à créer des emplois même à durée limitée et à temps partiel pour les jeunes ;
- En encourageant les secteurs, les activités et les modes de production à haute intensité de main-d'œuvre ;

*R*enforcer les partenariats public-privé afin d'assurer une meilleure adéquation entre les compétences des diplômés et les besoins du secteur privé

*R*enforcer le réseautage entre les jeunes entrepreneurs afin d'échanger une assistance pair à pairs, les leçons apprises et les meilleures pratiques

- En formulant et en mettant en œuvre des politiques réalistes de développement industriel ciblé, tenant compte aussi bien des potentialités des économies nationales que des contraintes fortes à l'industrialisation (déficit énergétique, manque d'infrastructures essentielles) ;
- En développant des programmes nationaux de stages dans le secteur public et parapublic, y compris les collectivités territoriales, à l'intention des jeunes diplômés, avec une centralisation des offres sur un site internet, des garanties de transparence des processus de sélection, des conditions minimales de rémunération et d'encadrement, un système d'évaluation des institutions publiques par les stagiaires.

2. Stimuler la création massive d'emplois pour les jeunes dans l'agriculture, l'élevage, les industries de transformation agricole et animale, et les services liés à la production agroalimentaire et à la vie en milieu rural par une politique volontariste combinant :

- La création de marchés de location de terres et d'autres mesures favorisant l'accès à la terre aux jeunes désireux de se lancer dans la production agricole ;
- La relance ou la création de services publics de vulgarisation des techniques agricoles et pastorales au plus près des zones de production en s'assurant que les agents disposent effectivement des compétences nécessaires ;
- Le soutien aux associations villageoises d'épargne et de crédit ;
- La création de guichets dédiés à l'emploi en milieu rural au sein des agences et fonds en charge de la promotion de l'emploi ;

3. Remédier au problème de la faible employabilité des jeunes, diplômés ou non de l'enseignement secondaire ou supérieur en :

- L'intégration dans les programmes scolaires nationaux d'activités de découverte et de sensibilisation à l'agriculture et à l'élevage et à la protection de l'environnement ;
- Le soutien par des incitations fiscales et d'autres mesures aux projets d'entrepreneurs en milieu rural, y compris dans le domaine des activités de loisirs essentielles pour encourager les jeunes à travailler et vivre dans des zones rurales ou hors des capitales.

- Intégrant de manière urgente et cohérente dans les programmes scolaires, du pré-primaire au supérieur, des ateliers de développement de compétences fondamentales pour le travail et la vie en société, notamment l'apprentissage du travail manuel, le développement de la créativité et de l'autonomie, l'initiation à l'économie familiale (ou éducation financière), la familiarisation avec les produits technologiques, l'expression orale et écrite, le développement de l'esprit critique ;

- En mettant en place de manière systématique dans les universités publiques, en partenariat avec le secteur privé, des centres de services aux étudiants offrant des formations aux techniques de recherche d'emploi et l'accès aux informations sur le marché du travail et sur les fonds et institutions de soutien à l'entrepreneuriat ;

4. **Réexaminer les codes de travail et l'ensemble de la législation du travail dans les pays de la région, en vue d'entreprendre des réformes qui donneraient autant d'importance à l'objectif de facilitation de la création d'emplois dans les économies nationales qu'à celui de la protection des droits des travailleurs, notamment :**

- En impliquant dans les discussions sur les réformes les représentants de tous les groupes sociaux concernés par la question de l'emploi et notamment les organisations représentatives de la jeunesse sans emploi en milieu urbain et rural ainsi que des représentants des jeunes encore en formation ;
- En introduisant de nouveaux types de contrats de travail adaptés aux économies ouest-africaines qui sont dominées par des petites entreprises formelles et informelles, visant à favoriser la formalisation d'une partie des emplois du secteur informel ;
- En introduisant, à la suite de discussions avec les acteurs des systèmes nationaux d'éducation et de formation, des contrats de travail à temps partiel spécifiquement conçus pour les étudiants et pour les élèves de l'enseignement secondaire général et technique, avec un âge minimal fixé pour les mineurs et un dispositif d'encadrement et de contrôle adéquat ;
- En simplifiant autant que possible les procédures liées au recrutement de personnels par les entreprises et en modernisant les administrations chargées de veiller au respect de la législation du travail.

5. **Investir des ressources publiques au niveau national et régional, avec le soutien des organisations régionales d'intégration économique, dans :**

- l'amélioration de la collecte de statistiques fiables sur les marchés de l'emploi, sur les secteurs d'activité en croissance susceptibles de créer le plus d'emplois, sur les mécanismes réels de rencontre de l'offre et de la demande de travail, sur les inégalités d'accès aux opportunités d'emploi en fonction du sexe, de l'âge, de l'origine sociale et des lieux de résidence, sur les perceptions de la notion de travail par les jeunes dans les pays de la région et sur les aspirations des jeunes de manière générale.
- Le lancement d'un programme de recherche multidisciplinaire sur l'emploi des jeunes dans l'ensemble de la région ouest-africaine, associant des universités, des centres de recherche, des think tanks des différents pays, et orienté sur des questions précises définies en concertation avec les gouvernements et le secteur privé.

Augmenter la productivité et la demande pour des compétences employables dans des secteurs tels que la préservation de nourriture et l'agro-transformation, la maintenance et la réparation de machines agricoles, ainsi que la fabrication d'outils agricoles simples.

Prendre en charge les besoins d'information sur les marchés ruraux du travail

Assurer la complémentarité entre les politiques du marché du travail et les réformes d'éducation secondaire.

5.3 COMMENT PASSER DES RECOMMANDATIONS À L'ACTION ?

La nécessité de créer autant d'emplois que possible pour les jeunes ne fait pas l'objet de débat et de contestations. Dans tous les pays de la Zone WATHI, les acteurs politiques au plus haut niveau ne manquent jamais l'occasion d'inscrire la lutte contre le chômage et le sous-emploi des jeunes parmi leurs priorités. C'est évidemment encore plus le cas lors des campagnes électorales où les promesses chiffrées de création d'emplois pour les jeunes sont plus impressionnantes les unes que les autres. On ne sait par contre jamais le véritable bilan des présidents et des gouvernements de la région en la matière.

- **Passer des recommandations à l'action et donc aux réformes concrètes suppose dans un premier temps de clarifier la responsabilité des différents acteurs de la société dans la prise de décision sur l'emploi des jeunes. Même s'il y a maintenant un consensus ou presque pour rappeler que ce sont les entreprises du secteur privé qui créent des emplois et non pas les Etats, il ne faut pas se tromper sur la responsabilité première des gouvernements dans la création des cadres politique, institutionnel, économique, éducatif et socioculturels favorables à une croissance économique créatrice d'emplois massifs.**

Qu'il s'agisse de mettre les politiques fiscales, les politiques industrielles ou les politiques d'éducation et de formation au service de l'objectif d'emploi, ce sont les gouvernements mais aussi les parlements et les autres institutions publiques qui doivent agir. C'est sur eux que doit porter le plaidoyer en faveur des réformes, et sur eux que doit se diriger la pression des opinions publiques.

- **Passer des recommandations à l'action et donc aux réformes concrètes suppose dans un deuxième temps de créer au niveau de chaque pays et au niveau régional des coalitions de la société civile aussi larges que possible pour faire de la question de l'emploi des jeunes une priorité stratégique permanente. Si le problème se pose déjà aujourd'hui, il ne donnera sa pleine mesure que dans les deux à cinq décennies à venir, lorsque la population des jeunes dans la région aura explosé compte tenu de la croissance démographique et de la structure actuelle de la population.**

Les bénéficiaires de meilleures politiques publiques pour l'emploi sont les millions de jeunes sans emploi ou sous-employés d'aujourd'hui, de jeunes qui sont encore dans le système éducatif de la maternelle à l'université, et les millions d'enfants à venir qu'il faudra éduquer, former et ensuite insérer dans la vie professionnelle. Ce sont précisément des bénéficiaires qui ne sont quasiment pas représentés dans les instances où se formulent les politiques publiques.

Les nouvelles coalitions de la société civile doivent intégrer toutes les catégories de bénéficiaires potentiels mobilisables de meilleures politiques de l'emploi, en particulier les millions de jeunes qui « se débrouillent » dans d'innombrables activités du secteur informel et les étudiants qui courent encore derrière des diplômes qui leur ouvrent la porte du chômage et de la dépendance. Le débat sur l'emploi des jeunes ne peut pas ne pas impliquer les principaux concernés.

- **Passer des recommandations à l'action et donc aux réformes concrètes suppose dans un troisième et dernier temps de ne pas éluder les questions les plus difficiles pour être capable de prendre des décisions et de s'y tenir dans le temps. Si tous acteurs politiques et sociaux dans les pays de la région sont d'accord pour considérer prioritaire l'action en faveur de l'emploi des jeunes, il y a peu de chances que tous s'entendent sur les moyens et les réformes à mettre en œuvre.**

Deux questions au moins méritent d'être mises sur la table, celle de la réforme des codes du travail dans le sens d'une plus grande flexibilité pour donner un minimum de droits à la très grande majorité des travailleurs de l'économie informelle qui ne sont pas concernés par le droit du travail. C'est une question assurément sensible du point de vue des partenaires essentiels que sont les organisations syndicales.

La deuxième question qui doit faire l'objet de débat puis de décisions claires et affranchies des changements politiques à la tête des Etats est celle des réformes des systèmes d'éducation et de formation. Tout indique que des choix majeurs doivent être faits en termes de contenus des programmes d'éducation à tous les niveaux, de l'école maternelle à l'enseignement supérieur. Les réformes impliquent des coûts immédiats et donc des sacrifices importants pour certains acteurs des systèmes éducatifs, les enseignants mais aussi les apprenants eux-mêmes.

C'est pour cela qu'il est indispensable que toutes les catégories d'acteurs sociaux saisissent les enjeux inséparables de la formulation des politiques économiques nationales, de celle des politiques de l'emploi et de l'éducation ; et sortent ces discussions des espaces politiques partisans où seul compte le vote des jeunes lors d'une élection.

CONCLUSION

La lutte contre le chômage et le sous-emploi des jeunes en Afrique de l'Ouest, en Afrique centrale et à l'échelle de tout ce continent ne devrait pas être considérée comme une priorité seulement parce que le monde est en guerre contre le terrorisme et que les jeunes sont partout perçus comme étant les principaux vecteurs de l'extrémisme violent, de la radicalisation et dans une ultime étape, du terrorisme.

La création d'emplois pour les jeunes maintenant et demain est une exigence fondamentale pour tous les pays de la région WATHI parce que le bien-être collectif des populations actuelles et futures en dépend. WATHI a choisi ce thème pour son débat parce que sa raison d'être est de provoquer une réflexion ouverte sans être superficielle sur tous les problèmes structurels les plus importants auxquels la région ouest-africaine est confrontée. Les points de vue, les analyses, les pistes d'action mis en avant dans ce Matakiki ne mettent pas un terme au débat. Ils ont l'ambition de l'installer dans l'espace public citoyen.

*Prendre en charge les besoins
d'information sur les marchés
ruraux du travail*

*Assurer la complémentarité entre
les politiques du marché du
travail et les réformes d'éducation
secondaire.*



LE THINK TANK WATHI

WATHI, le think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest, est un laboratoire d'idées participatif et multidisciplinaire qui a pour objectif de contribuer au partage de connaissances et à la production d'idées sur les enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels cruciaux pour le présent et l'avenir des pays d'Afrique de l'Ouest.

L'espace géographique de WATHI inclut les 15 pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ainsi que le Cameroun, le Tchad et la Mauritanie.

Librement inspiré de «*waati*» qui signifie « temps » en langue bamanakan du Mali, WATHI exprime à la fois l'urgence d'une mobilisation collective et la nécessité d'un engagement sur la longue durée.

L'ASSOCIATION WATHI

WATHI est une association à vocation régionale légalement enregistrée à Dakar, au Sénégal. L'état d'esprit des membres et amis de WATHI est celui de femmes et d'hommes qui sont attachés à l'Afrique de l'Ouest et à l'Afrique, qui croient en la capacité des Africains à générer eux-mêmes les ressources nécessaires à la réflexion et à l'action collective sur des questions cruciales pour leur avenir.

La stratégie de mobilisation de ressources du WATHI n'exclut pas les donateurs institutionnels potentiels (fondations, organisations internationales et régionales, entreprises privées) mais elle vise aussi tous les citoyens des pays d'Afrique et de tous les autres continents qui partagent la vision et l'état d'esprit du WATHI.

POUR SOUTENIR WATHI

Rendez-vous sur le site :

<http://www.wathi.org/soutenir/>



CONTACTS

Informations générales

infowathi@wathi.org

Le débat de WATHI:

ledebat@wathi.org

Faire un don à WATHI :

donate@wathi.org

www.wathi.org

PARTENAIRES

L'initiative *Le débat* de WATHI, y compris la préparation, la publication et la diffusion de *Mataki*, bénéficie du soutien financier de la fondation Open Society Initiative for West Africa (OSIWA).

Retrouvez tous les partenaires de WATHI sur www.wathi.org